

LE CHAT DÉCHAINÉ

Organe de la Fédération Libertaire des Montagnes

Avril-mai 2023

Prix libre

Une Fête des travailleuses sous le signe des luttes

Le 1^{er} Mai, célébré depuis la fin du XIX^e siècle par les mouvements ouvrier et socialiste, a été et est considéré de manières diverses : célébration du Travail en tant que classe ou en tant qu'activité, fête ou journée de lutte, l'occasion de défilés et de kermesses ou d'actions de sabotage, journée de lutte pour les 8 heures (toujours pas obtenues en Suisse), commémoration des événements de Chicago de 1886, après lesquels des anarchistes et syndicalistes ont été assassinés par l'État bourgeois, ou du massacre de Fourmies en 1891, cri de vengeance, union des mouvements progressistes, Pâque prolétarienne... Chaque 1^{er} Mai depuis 1890, soit depuis plus de 130 ans, ont lieu des manifestations dans de nombreux pays. Les événements, variés, rassemblent anarchistes, communistes, socialistes, syndicalistes, mais aussi féministes et plus récemment écologistes. Revanche des anarchistes contre les assassinats de Chicago ; lutte pour la journée de 8 heures décidée en 1889 par l'Internationale socialiste et menée dès l'année suivante ; fêtes du travail... sa symbolique et les pratiques qui s'y rattachent sont complexes et hétérogènes – dans certaines villes de Suisse, il y a même deux cortèges.

Reste que cette journée continue à rassembler les courants socialistes, à envoyer un message au patronat, à nous réunir pour bâtir et renforcer nos luttes. Dans le canton de Neuchâtel et ailleurs, faisons de ce jour un tremplin pour nos grèves : des maçons, de la fonction publique, des travailleuses des transports, de ceux du capitalisme de plateforme ou de la santé, de la Grève féministe du 14 juin 2023, de la Grève pour l'Avenir des 22 et 23 mars 2024. Et pourquoi pas d'une nouvelle grève générale, encore plus belle qu'en 1918.

La Fédération Libertaire des Montagnes sera présente au Locle. Prends ton plus beau drapeau noir, ton tambour ou ta banderole, et défile à nos côtés ! Cortège à 14h, départ de l'Ancienne Poste.

**Le
1^{er} Mai,
tout le
monde
dans la
rue!**

Assumer, renforcer, construire les grèves

Les comités du 1^{er} Mai des Montagnes neuchâtelaises et de Neuchâtel veulent placer les rassemblements de 2023 sous le signe de la mobilisation. Notre but n'est pas uniquement de passer un bon moment ensemble, avec musique, grillades et autres animations de ce goût-là, même si elles restent importantes. Le 1^{er} Mai peut aussi être l'occasion de nous rencontrer, de renforcer les liens entre individus et collectifs, de nous former politiquement, de préparer nos actions.

Cette année, une des mobilisations importantes dans notre pays sera la grève féministe du 14 juin. Les syndicats, du moins certains d'entre eux, sont déterminés à organiser de véritables grèves. Les organisations de travailleuses et les collectifs pour la Grève féministe s'organisent dans toute la Suisse pour faire de cette journée un succès non seulement symbolique, mais aussi matériel, en pesant sur le secteur économique pour forcer État et patronat à agir pour réaliser les revendications de la Grève féministe.

Le mot grève résonne, en Suisse et dans de très nombreux pays. La Grève pour l'Avenir, une plateforme écologiste initiée par la Grève du Climat en 2019, organise une journée d'action le 27 octobre 2023, et appelle déjà à organiser des grèves de salarié·es les 22 et 23 mars 2024. Les maçons se sont fortement mobilisés fin 2022, avec des grèves massives. Les travailleuses des transports publics se sont mobilisé·es dans plusieurs cantons. Ces dernières semaines, la fonction publique et les salarié·es du parapublic dans le canton de Vaud ont organisé des arrêts de travail conséquents à plusieurs reprises pour réclamer l'indexation des salaires et des rentes. Au Royaume-Uni, de très nombreux secteurs sont en grève, tout comme en France, aux États-Unis, en Iran ou au Pérou. On voit aussi les grèves se

multiplier ces derniers mois au Mali, en Argentine, en Indonésie, en Grèce, en Colombie ou encore au Panama. Malgré la répression étatique et patronale (prison, tabassages, amendes, voire tirs à balles réelles) et malgré la propagande libérale qui veut faire croire qu'il vaut mieux négocier avec les patrons que des les affronter, les grèves sont depuis le XIX^e siècle un des outils les plus puissants de notre camp social. Il est crucial de répéter cette vérité face au discours libéral qui fait mine de refuser le conflit. La paix du travail n'est pas vraiment la paix, elle est seulement un moyen pour la bourgeoisie de désamorcer nos luttes et de pousser les syndicats à adopter une attitude de collaboration de classes plutôt qu'une stratégie anticapitaliste.

Les grèves en Suisse – malgré la soi-disant paix du travail, les entraves judiciaires, l'abandon de toute perspective révolutionnaire et même anticapitaliste (au-delà des discours) par les grandes centrales syndicales – montrent leur efficacité année après année. Notre capacité collective à faire grève fait peur au patronat. On l'a vu par exemple avec une campagne de propagande mensongère des patrons genevois dans la construction, qui se sont payé une grosse campagne de pub dans les médias bourgeois pour discréditer les maçons en grève et leurs syndicats. Parfois, le patronat cède avant même l'arrêt de travail. C'est ce qui est arrivé en France en novembre dernier, où EasyJet a accordé des hausses salariales importantes pour éviter des perturbations durant les vacances de Noël.

Faisons de ce 1^{er} Mai un tremplin pour nos luttes, profitons-en pour montrer notre détermination, resserrer les rangs, renforcer et préparer nos grèves !

Comment s'organiser ?

L'endroit le plus efficace pour s'organiser, ça reste les syndicats. Dans la région, on retrouve Unia, actif dans le secteur privé et dans le secteur parapublic, et le Syndicat des Services publics, actif dans le public et le parapublic. Les deux syndicats sont membres de l'Union Syndicale Suisse (USS), tout comme le SEV (transports) et Syndicom (médias et communication). Dans le canton de Berne, on retrouve aussi la FAU, anarcho-syndicaliste, et dans le canton de Vaud, la fédération syndicale SUD. Tous deux sont membres de Syndibasa, alliance de syndicats de base. Pour porter un discours plus radical et adopter des pratiques plus horizontales qu'à l'USS, les collectifs pour la Grève féministe et les groupes de la Grève pour l'Avenir sont aussi intéressants.

L'arnaque du partenariat social

Le partenariat social, c'est l'idée selon laquelle les organisations patronales et les syndicats devraient négocier les conditions de travail. C'est une des caractéristiques de la soi-disant paix du travail dans notre pays. Cette paix du travail a été conclue dans les années 1930, quand la grève générale de 1918 faisait encore peur à la bourgeoisie, quand une bonne partie de la social-démocratie assumait le conflit avec la classe capitaliste et quand des groupes syndicalistes révolutionnaires menaient des actions coups de poing, par exemple sur les chantiers genevois. En 1937, après une grève d'ouvrières de l'horlogerie dans le Jura neuchâtelois, une convention est signée. Elle interdit la grève et le lock-out. C'est aussi le cas de la convention signée peu après dans la métallurgie. La droite étendra ce principe au niveau législatif : la « paix » du travail est obligatoire pour tout ce qui concerne une convention collective. Les syndicats vont souvent plus loin et acceptent la paix du travail absolue, même pour ce qui n'est pas réglé par la convention. Et elle est scrupuleusement respectée par les gros syndicats. Une rare entorse : les grèves de maçons, techni-

quement illégales, mais qui surviennent uniquement en période de négociations.

Évidemment, cela sert surtout le patronat. Avec cette « paix », les syndicats ne sont plus les ennemis ni même les adversaires des organisations patronales, mais leurs partenaires. Autrement dit, lorsque les syndicats sont dans une logique de partenariat social, ils ne luttent pas pour l'émancipation des travailleuses par rapport au travail salarié, ils ne luttent pas contre la propriété privée, ils ne menacent pas le capitalisme. Comme si patronat et salariat partageaient de nombreux intérêts communs et étaient sur le même niveau. Mais ce n'est pas le cas. Les capitalistes exploitent les salarié·es, le capitalisme permet aux milliardaires de continuer à s'enrichir alors que d'autres crèvent de faim et que notre environnement est rapidement rendu invivable. La « paix » du travail n'est pas une paix, c'est une trêve qui désarme les organisations de travailleuses et préserve le *statu quo* capitaliste. Le conflit existe déjà, les capitalistes mènent sans répit une guerre de classes terrible. Osons y répondre.

Une vieille idée : le sabotage

Le mot fait peur. Et pourtant, qu'est-ce que le sabotage a été et reste utile dans les luttes de notre camp social ! Le sabotage, ça peut être des anarchistes biélorusses qui détruisent des installations ferroviaires pour empêcher l'armée russe d'avancer. Ça peut être des syndicalistes en France qui coupent l'électricité dans les permanences des élu·es de la majorité présidentielle ou coupent les compteurs pour des particuliers. Ça peut être des machines de LafargeHolcim qui partent en fumée. Le sabotage, ça peut être la mise hors-service de canons à neige en pleine crise écologique, climatique et énergétique.

Ça peut aussi être d'appliquer l'adage « à mauvaise paye, mauvais travail » et de faire le strict minimum quand les patrons veulent

augmenter les cadences ou le temps de travail, ou lorsque les salaires baissent. Le ralentissement du travail, pour le syndicaliste révolutionnaire Emile

« Le simple bon sens suggère que le patron étant l'ennemi, pour l'ouvrier, il n'y a pas plus déloyauté de la part de celui-ci à dresser des embuscades contre son adversaire qu'à le combattre à visage découvert »

**Emile Pouget,
Le sabotage, vers 1911**

Pouget, est « la forme instinctive et primaire du sabotage ». Quand les attaques deviennent pressantes, pourquoi ne pas réduire encore la quantité produite, ou la qualité ? En somme, sous cette forme, le sabotage est une sorte de grève qui ne dit pas son nom. Mais pourquoi faudrait-il dire son nom ? Pourquoi s'exposer à la répression patronale et étatique ?

Au début du siècle passé, les syndicats de toute l'Europe discutaient la question. La paix du travail et la logique de co-gestion du capitalisme l'a discréditée. Pourquoi ne pas la remettre au goût du jour ?

Sur le front de l'écologie

Les milieux étudiants se mobilisent

Sous la bannière du mouvement international End Fossil : Occupy, des lycéen·nes ont occupé un gymnase à Bâle puis un gymnase à Zurich début février, scandalisant le camp bourgeois.

À l'occasion de la journée d'action internationale de Fridays for Future du 3 mars, la Grève du Climat a organisé de nombreux événements en Suisse. Y compris à Sion, alors que le canton n'avait plus connu de grève étudiante pour le climat ni même de manifestation écologiste depuis un certain temps.

Des blocages à foison

Les activistes de Debt for Climate (Dette pour le Climat) enchaînent les actions spectaculaires en Suisse : blocage de l'entrée de la raffinerie de Cressier en octobre 2022, puis perturbation de l'aéroport pour jets privés du Forum économique de Davos en janvier 2023.

En Suisse et ailleurs, des groupes affiliés à Debt for Climate, Extinction Rebellion ou Fridays for Future multiplient ce type d'action. Outre le blocage immédiat des activités les plus polluantes, ces actions visent aussi à réclamer la suppression des dettes des pays du Sud global envers le Nord global, pour pouvoir financer une transition écologique ambitieuse.

Lützi détruit, la mine avance

Moins réjouissant : malgré une résistance importante, la mine de charbon de Garzweiler, à l'ouest de l'Allemagne, pourra s'étendre. De nombreux villages, dont celui de Lützerath, et des forêts entières sont rasés. Les écologistes ont été expulsés par plus d'un millier de flics.

Alors que la Suisse s'est engagée à sortir du charbon, des banques comme la banque privée Pictet, Credit Suisse, UBS, et même la banque Migros financent RWE, l'entreprise qui exploite la mine. Comme souvent, la « petite Suisse » se trouve au cœur de la destruction de l'environnement.

Grève pour l'Avenir : ça avance

La Grève pour l'Avenir, qui vise rien de moins que la grève générale, continue ses activités, en vue notamment d'une mobilisation nationale le 27 octobre 2023, puis de journées d'action avec appel à la grève les 22 et 23 mars 2024. Si les instances syndicales réitèrent régulièrement leur soutien à ce mouvement, et si les collaborations avec les syndicats se multiplient, il serait bon de secouer les grandes centrales, tant de l'intérieur que de l'extérieur.

Une plainte contre Holcim

Quatre habitant·es de l'île indonésienne de Pulau Pari, soutenu·es par l'EPER, l'ECCHR et les Amis de la Terre Indonésie, portent plainte contre Holcim en Suisse pour inaction climatique.

Des profits records

Les plus grosses entreprises actives dans le secteur de l'énergie annoncent des bénéfices records. Total par exemple a réalisé un profit d'environ 20 milliards de francs en 2022. Dans le même temps, le prix de l'électricité et de l'essence augmente pour les particuliers.

Canons à neige

En Suisse et en France voisine, plusieurs canons à neige ont été désarmés cet hiver, alors que des images de pistes de ski enneigées artificiellement entourées de pâturages verts ont fait le tour du monde. En France, à la Clusaz, une ZAD a fait échec à un projet de rétention d'eau pour alimenter les canons à neige. Des initiatives inspirantes.

États-Unis : un écolo abattu

À Atlanta, les autorités veulent construire un énorme centre de formation pour la police – surnommé *cop city* – au milieu d'une forêt.

En janvier, la police a abattu un écologiste, Tortugita. Elle prétend qu'elle aurait essuyé des coups de feu de la part des activistes occupant la

forêt. Alors qu'elle a soutenu qu'aucun enregistrement vidéo n'existait, un extrait filmé par la police elle-même a été diffusé. En fait, les assassins se sont tirés dessus tout seuls.

Des camarades risquent 35 ans de prison.

États-Unis toujours : un train déraillé, catastrophe écologique et humaine

Catastrophe ferroviaire en Ohio : des produits chimiques extrêmement toxiques répandus en grandes quantités. Les freins du train ne respectaient pas les normes de sécurité. L'industrie ferroviaire avait dépensé des millions en lobbying pour éviter que des normes de sécurité plus importantes soient rendues obligatoires.

Colombie : sortir du pétrole

La Colombie a annoncé vouloir cesser ses exportations de gaz et de pétrole, et ne plus accorder de nouveau permis d'exploitation. Espérons que l'engagement soit tenu.

France : lutte contre les méga-bassines

À Sainte-Soline, en France, les Soulèvements de la Terre et la Confédération paysanne multiplient les actions contre la construction de gigantesques réservoirs plastifiés destinés à l'agriculture productiviste. Des milliers d'opposant·es se sont réunis en octobre malgré l'interdiction de la manifestation annoncée par les syndicats CGT et Solidaires, et ont fait face à plus d'un millier et demi de gendarmes. Ils ont réussi à forcer l'entrée sur le site et à endommager les installations en construction.

Ce genre d'actions se multiplie, avec notamment le désarmement d'installations de Lafarge-Holcim il y a quelques mois.

Marche funèbre pour le plateau de la Birette

Quelques centaines de militant·es se sont rendu·es sur la Colline du Mormont pour faire le deuil de la zone qui sera sacrifiée pour la carrière d'Holcim, pour la production de béton. Les ancien·es zadistes côtoyaient des membres de l'Association pour la Sauvegarde du Mormont et même un prix Nobel.

Alors que le conseiller d'État vert se réjouit du comblement de la carrière au terme de son exploitation (comment ? personne ne le sait), il ne faut rien lâcher : les autorités de droite comme de gauche sont incapables de faire face à l'urgence environnementale.

Les Grondements des Terres

Dans le sillage des Soulèvements de la Terre en France, voici les Grondements des Terres en Suisse. La première mobilisation a débuté en mars, contre un projet de gravière d'Orlatti. Les prochains mois promettent d'être intéressants.

Une manif révolutionnaire à Bâle

À l'appel de Jetzt Kämpfen, environ un demi-millier de manifestant·es se sont retrouvé·es le 11 février à Bâle pour clamer qu'une révolution est nécessaire pour faire face à la crise climatique et écologique en cours. Les militant·es se sont élancé·es derrière des banderoles renforcées ornées de messages en français et allemand, sous les bannières d'organisations de jeunesse révolutionnaires alémaniques, d'organisations communistes suisses et turques et même de la Grève du Climat et de la Grève pour l'Avenir.

Lorsque que les flics ont essayé d'empêcher le cortège de passer dans le quartier commerçant, la majorité des activistes a repoussé le barrage et plusieurs centaines de manifestant·es ont poursuivi la manifestation. La police n'a pas hésité à tirer des grenailles en caoutchouc dur à hauteur de visage, à quelques mètres à peine. Heureusement, les camarades en tête avaient de quoi se protéger.

Faisant entendre des slogans en suisse-allemand, allemand, français, anglais, italien et kurde, le défilé a laissé derrière lui de jolies traces dans la ville : A cerclés, graffitis tels que « ne faites jamais confiance à l'État », messages de soutien à Alfredo Cospito, supports publicitaires réduits en miettes...

Plus que jamais, il est urgent de répéter qu'il n'y a pas de capitalisme vert possible, et qu'il faut s'organiser révolutionnairement pour mettre à bas le productivisme.

**L'ÉCOLOGIE SANS LUTTES DES CLASSES,
C'EST DU JARDINAGE**

C'est que le pouvoir est maudit, et c'est pour cela que je suis anarchiste.

Aux camarades qui veulent se faire élire

Vous êtes nombreux·ses, parmi mes camarades de lutte, parmi mes ami·es, à vous être fait élire ou à vous présenter sur des listes électorales (et parfois, je vote pour vous). Vous pensez – et on ne peut pas vous donner tort – que participer aux parlements permet des avancées importantes. Certes, vous êtes peu à penser que ça suffira pour abattre le capitalisme. Mais vous ne voulez pas négliger des outils qui permettent des avancées qui sont parfois une question de vie ou de mort. Alors vous vous engagez sur le terrain institutionnel.

Vous voulez aller secouer les réformistes, vous voulez aller contrer la droite. Vous y arrivez, parfois. Mais à quel prix, et pour combien de temps ? Dès que vous entrez dans un parlement, vous vous conformez très largement à ses usages. Vous respectez le secret de commission. Vous hésitez parfois à critiquer trop ouvertement vos camarades de groupe. Vous servez du « monsieur le président » ou « madame la Conseillère

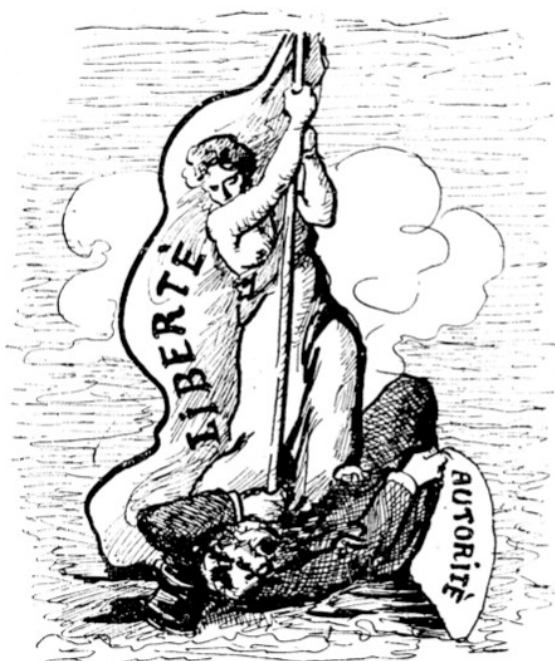
d'État » à chaque prise de parole. Vous apportez de la contestation et de la radicalité dans les arènes parlementaires, c'est indéniable. Mais comment concilier cette participation et vos actions dans des mouvements sociaux ou des ZAD ? Vous êtes bien gênant·es pour la droite,

c'est sûr. Mais est-ce que vous portez, dans les parlements, une lutte contre le Capital et l'État ? Votre agitation qui respecte le secret de commission et votre adoption *de facto* de la politique des petits pas sont-elles vraiment compatibles avec vos – avec nos – manifestations, occupations, blocages, lieux autogérés ? Votre agitation est-elle si radicale ? Et tiendra-t-elle face aux logiques d'État ?

Comme l'écrivait Louise Michel, le pouvoir est maudit. Le poids des institutions est plus fort que les individus. On ne peut pas participer à un parlement sans en adopter les logiques – sauf à se limiter à une politique d'opposition totale et d'agitation permanente. Lorsqu'un parti veut accéder au pouvoir d'État, il le mime, il le singe jusqu'à en adopter la logique. C'est d'ailleurs un principe de base dans la construction du parti chez les socialistes d'État, qu'elle soit implicite chez les réformistes, ou explicite chez les marxistes (le parti doit devenir la base de l'État prolétarien). Au début de leurs succès électoraux, les social-démocrates allemands refusaient de voter les budgets. Ils l'ont finalement fait – souvent malgré l'interdiction de leur parti. Aujourd'hui, dans tous les partis réformistes et libéraux de gauche en Suisse, les élu·es tiennent une place importante, au détriment de la base, même lorsque les fonctionnements formels ne prévoient pas un poids plus important pour les parlementaires ou les membres de gouvernements. Est-ce que vous saurez résister à cette tendance ? Est-ce que vous aurez le courage d'exclure vos élu·es s'ils ne respectent pas les mots d'ordre de vos formations ? Est-ce que vous aurez la force de mener de front une lutte extra-voire anti-institutionnelle et votre travail parlementaire ? Comment allez-vous faire pour éviter de vous faire bouffer, comme le PS et les Vert·es avant vous ? Comment garder votre autonomie ?

Vous le savez, la moindre réunion de la Grève du Climat, la moindre plénière du Quartier libre, la moindre discussion sur la Colline est bien plus démocratique que tous les parlements du monde. N'oubliez pas ce que vous avez vécu, ce que vous avez créé.

Robin



Des riches qui s'enrichissent, des pauvres qui s'appauvrissent

La crise. L'inflation. La guerre en Ukraine. Les catastrophes environnementales qui se multiplient. On pourrait croire que l'économie va mal. Rien n'est plus faux ! La productivité et la production sont énormes, le secteur des services se porte comme un charme. De nombreuses entreprises annoncent des bénéfices énormes. Plus de 17 milliards de francs pour Glencore (en hausse de 248 %, et malgré de nombreuses amendes). Plus de 20 milliards pour Total (son meilleur résultat, alors que le prix de l'essence, du gaz et de l'électricité s'envolent). Nestlé a distribué 18,2 milliards de dividendes en 2022, auxquels s'ajoutent 9 milliards de bénéfices. Zurich Assurance veut verser plus de 5 milliards à ses actionnaires grâce à son bénéfice 2022. Le bénéfice de Novartis s'élève à près de 7 milliards. UBS a annoncé 7,5 milliards, Syngenta 4,6 milliards (en hausse de 30%), Holcim 3,3 milliards (en hausse de 4,4%). La Migros et la Coop, qui ont annoncé des chiffres d'affaires importants (et même records pour la Migros) ont probablement aussi

dégagé de gros bénéfices. La crise, c'est surtout l'accaparement des richesses par la bourgeoisie. 2022 ne fait pas exception. Fin 2020, on apprenait que la famille Blocher avait gagné plus de 3,7 milliards « grâce » à la pandémie de covid-19. Pour 2022, Ems-Chemie, contrôlée par les Blocher, a annoncé 535 millions de bénéfices... soit 22 % de son chiffre d'affaires !

Selon Oxfam, la fortune des dix milliardaires les plus riches a doublé avec le covid-19. La fortune cumulée de toutes les milliardaires a augmenté de 5'000 milliards de dollars entre 2019 et 2021.

En Suisse, la Jeunesse socialiste veut imposer plus fortement les tranches d'héritage au-dessus de 50 millions de francs. Inacceptable pour la droite, qui prétend que cela nuirait à la classe moyenne. Pourtant, pour accumuler 50 millions, il faudrait travailler plus d'un millénaire au salaire minimum neuchâtelois sans rien dépenser. Pour un milliard, ce serait plus de 20'000 ans.

La bourgeoisie nous vole. Organisons-nous pour nous défendre.

Feu aux prisons !

Alfredo Cospito, un anarchiste italien, a entamé une grève de la fin en octobre 2022, déterminé à aller jusqu'à la mort. Il proteste contre ses conditions d'incarcérations : condamné à la prison à vie, il est soumis au régime dit 41bis. Ce 41bis a été mis en place durant les années de plomb. Ce fut ensuite censé être un outil provisoire pour empêcher les chefs mafieux de continuer à communiquer avec leurs subordonnés alors qu'ils étaient en prison. Il a été pérennisé en 2002, malgré plusieurs condamnations de la Cour européenne des droits de l'homme. Ce régime équivaut à un isolement presque total, y compris avec les autres détenus. Une véritable torture.

Dans toute l'Italie et bien au-delà, les actions de solidarité avec Alfredo se succèdent à un rythme soutenu, et mobilisent bien au-delà de l'anarchisme insurrectionnel. C'est que le 41bis est un véritable instrument de torture. Enfermer un individu jusqu'à la mort, en l'empêchant d'avoir le

moindre lien social autre qu'avec des matons qui le transfèrent d'une cellule à l'autre, c'est inhumain.

Au-delà du cas d'Alfredo, nous devons lutter contre la peine de mort, contre l'isolement, contre la prison à vie et contre la prison tout court. Qui peut croire que la prison protège vraiment la société ? Qui peut croire que l'enfermement pourrait permettre de remettre une personne dans le « droit chemin » ? Et qui peut croire que condamner quelqu'un à la mort en prison, dans l'isolement le plus complet, puisse être une bonne chose ?

La prison à vie est un crime d'État odieux.

Liberté pour Alfredo !



Stopper les renvois Dublin vers la Croatie et la Bulgarie – Abattre la Forteresse Europe

S'appuyant sur les accords de Dublin III, l'État suisse expulse régulièrement des requérant·es d'asile vers d'autres pays, sans examiner les éventuels motifs d'asile, par ailleurs honteusement restrictifs – c'est la fameuse non-entrée en matière. Parmi ces pays, la Croatie et la Bulgarie attirent le feu des projecteurs. Leurs polices et leurs gardes-frontières frappent, volent, emprisonnent, violent les personnes qui cherchent aide et protection. La logique est claire : tout est bon pour miner le droit d'asile et pour promouvoir l'idée dégueulasse de l'« immigration choisie ». Cette logique se retrouve également en Afrique du Nord, en Libye et même plus au Sud, les autorités européennes sous-traitant la gestion des frontières de la Forteresse Europe de plus en plus loin.

Les autorités bulgares et croates font un usage massif des refoulements illégaux et renvoient à tour de bras au mépris du droit international et de la décence la plus basique. Les témoignages des personnes étant passées par la Bulgarie et plus encore par la Croatie sont glaçants (voir par exemple les documents de Vivre Ensemble, de l'OSAR ou des collectifs Droit de Rester). Pourtant, la Suisse, qui se targue d'être exemplaire sur le plan des droits humains, n'hésite pas à renvoyer ces gens dans des pays où ils ont été violentés et où, comme en Méditerranée, les cadavres s'accumulent.



« Nous avons été arrêtés par des policiers croates qui nous ont menacés avec leurs pistolets, lâchant sur nous leurs chiens et nous rouant de coups de pied. Ils nous ont fait monter dans une camionnette, assis serrés. On avait de la peine à respirer. Il faisait chaud, le soleil tapait... un vrai cauchemar. Nous n'avions rien à boire et quand nous avons demandé de l'eau, ils nous en ont jeté au visage. Les policiers nous ont pris nos téléphones et nous ont chassé dans une forêt, nous frappant et même tirant avec leurs pistolets, juste à côté de nos têtes. Nous avons demandé nos téléphones pour pouvoir nous orienter... mais ils n'ont pas voulu. Un de mes amis a été poursuivi par un chien et est tombé dans la rivière. Il est mort. D'autres ont été tabassés, blessés. »

Dossier de presse Stop Dublin Croatie avec témoignages :

https://asile.ch/wp-content/uploads/2022/11/20221018_Dossier-de-presse.pdf

SEM ASSASSIN

Nous étions le 4 février à Berne avec des associations actives dans le domaine de l'asile et des personnes migrantes pour exiger l'arrêt des renvois de réfugié·es en Croatie, où les violences d'État sont monnaie courante.

Aux cris de « SEM assassin », « no borders, no nation, stop deportation » ou encore « régularisez tous les sans-papiers », nous avons exigé un système d'asile plus juste, plus solidaire. Pour la liberté de circulation et d'installation pour toustes!

Merci aux associations et collectifs Droit de Rester, Solidarité sans Frontières, Migrant Solidarity Network et tous les autres qui ont organisé cette manifestation !

Si les renvois sont inacceptables, les conditions d'accueil en Suisse le sont également. À Boudry, au centre d'accueil fédéral, des pics de près 1000 personnes sont enregistrés, dans des bâtiments prévus pour moins de la moitié.

Alles wird gut besetzt

L'emblématique squat zurichois de la Koch Areal a été expulsé sur l'ordre des autorités de « gauche ». Nous traduisons ici un texte trouvé sur Barrikade.info.

Les flics au centre, nous restons toustes, continuez à évacuer mais il y aura des émeutes !

Le matin du 16 février 2023, vous - la ville rouge-vert de Zurich - avez évacué la Koch Areal, occupée depuis plus de dix ans. Le mouvement a perdu un lieu de rencontre important, 150 personnes ont perdu leur logement, la ville entière a perdu son espace culturel autonome, l'Europe a perdu un de ses plus grands squats !

Plus de mille personnes ont pris les rues de Zurich ce soir, bruyamment et avec colère, pour montrer que nous sommes loin d'avoir fini de cuisiner [en allemand, kochen signifie cuisiner] ! Du Landesmuseum à la Zollstrasse, nous avons traversé le Kreis 4, pour ensuite marcher le long de la Badenerstrasse jusqu'à la Fritschiwiese, où nous nous sommes dispersé·es volontairement. Plusieurs cibles ont été attaquées et embellies, comme des appartements de luxe, des banques et des bâtiments d'entreprises, afin de montrer qui nous ne voulons pas dans nos quartiers et que cette ville est toujours à nous !

La lutte pour des espaces et des logements autonomes est plus nécessaire que jamais !

Nous sommes actuellement confronté·es à une crise du logement presque sans précédent. Le bradage de notre ville aux grandes entreprises et aux investisseurs privés de la place financière internationale de Zurich se poursuit sans répit. Parallèlement, les nouvelles occupations sont immédiatement évacuées avec des arguments fallacieux. Le fait que les utilisations intermédiaires [avant la réalisation d'un autre projet] ne sont pas la même chose que les squats et que nous ne nous en contenterons pas ne semble pas encore faire l'unanimité au sein du gouvernement communal. La Koch nous a montré à maintes reprises, et ce n'est pas la moindre des choses, pour quoi nous nous battons :

la culture n'est un bien de consommation, le travail est bien plus qu'un emploi de bureau, le toit ne vous tombe pas sur la tête parce que vous n'avez pas remis les bons formulaires, autorisations et petits papiers, les utopies peuvent encore être rêvées !

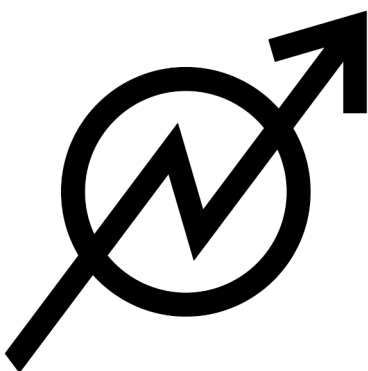
Le logement social, une perte tolérable ? Nous ne sommes pas d'accord ! Des entreprises bien connues telles que Kraftwerk et ABZ vont désormais construire le « quartier Koch », un quartier alternatif et branché à bon prix, sur le site de la Koch Areal. À part dire MERCI pour l'appropriation de notre culture, nous disons : Ce n'est pas une perte tolérable !

Le 2 janvier 2013, nous avons occupé l'ancien site industriel de la Rautistrasse à Albisrieden afin de nous organiser collectivement contre la gentrification, les loyers trop élevés, la répression policière, les concerts trop chers, la politique du sparadrap rouge-vert et les utilisations intermédiaires contrôlées, et de renforcer nos propres structures. Le propriétaire de l'époque, la grande banque suisse UBS, avide de profits, qui s'est emparée depuis longtemps du site d'Albisrieden/Altstetten et possède de nombreux biens immobiliers dans le quartier, voulait alors démolir les halles et « créer » des places de parking. C'est presque une chance pour la ville de Zurich, qui se trouvait déjà sous pression à l'époque, car elle avait négligé d'acquérir suffisamment de surface pour la construction de logements bon marché. Notre occupation est arrivée à point nommé - pour 70 millions de francs, elle a pu racheter le terrain à la grande banque fin 2013 et s'acquitter de son devoir de mettre à disposition des logements à loyer abordable.

Aujourd'hui dans la rue - demain dans les maisons

Nous sommes sacrément énervé·es et nous ne nous arrêterons pas ! Nous ne laisserons pas la ville aux nantis qui peuvent se permettre de payer des loyers exorbitants. Zurich a besoin d'espaces comme la Koch Areal. De l'espace pour habiter, pour discuter, pour expérimenter, pour se mettre en réseau, pour veiller les uns sur les autres, pour vivre la culture. Pour la collectivité, pour des espaces non commerciaux et des logements bon marché dans cette ville en rupture de stock, pour la révolution sociale !

Wir kochen weiter – Alles wird besetzt



Capitalisme et corps

L'oppression capitaliste passe physiquement par nos corps.

Le capitalisme, le productivisme et le travail salarié exploitent nos corps et les usent. Ils les forgent et les déforment.

Que ce soit en tant qu'infirmière qui doit porter des patient.e.x.s, manutentionnaire qui porte des charges lourdes, polisseuse en usine qui respire la poussière ou travailleuse de bureaux qui reste statique derrière un écran. À différentes échelles certes, mais ils nous usent.

Ils nous usent car tous les postes de travail sont faits pour une norme de corps qu'ils ont eux-même décidée et qui ne correspond... à personne en fait.

Ils nous usent, et quand nous ne pouvons plus tenir, tel un élément de machine remplaçable, ils nous envoient nous faire diagnostiquer chez un médecin, réparer par une thérapie, puis revenir nous user à nouveau. Et si ce schéma ne fonctionne pas, ils nous mettent au rebut. Ils nous éjectent.

Cela peut arriver, lorsque l'on vieillit, mais aussi, quand on tombe malade, que l'on a un accident, ou même depuis notre naissance.

Nous appelons ceci vivre avec un handicap, pas que notre corps ne soit pas valide, mais que la société décide arbitrairement de ce qui est conforme ou non. Elle est construite seulement en fonction d'un type de corps donc inadaptée à tous les autres. C'est donc la société qui nous handicape.

Elle nous marginalise, nous prive de nos droits, de l'accessibilité au monde des valides et de notre pouvoir financier.

En Suisse lorsque notre corps est en incapacité de produire selon un type de schéma précis, on doit entamer des milliers de démarches administratives pour survivre financièrement mais aussi socialement, pour obtenir un statut légal, pour que la société nous reconnaisse en temps qu'individu.

On nous prive de l'accessibilité aux administrations, aux lieux de travail, aux formations, aux aménagements nous permettant de participer à la société.

Par exemple, le manque de rampes d'accès, d'aides financières pour acheter des lunettes, de traductions en langue des signes, de personnel formé aux besoins spécifiques...

Pourtant, hors du travail salarié, naît une autre forme de participation au bien commun. Par exemple, de par notre expérience, nous avons développé notre empathie et notre capacité à détecter la détresse chez les autres. Notre habitude à prendre soin des autres se transforme alors en travail gratuit. Nous écoutons et nous compatissons, nous accueillons la douleur des autres car, nous, la douleur, on connaît bien.

Ce temps et cette énergie, en marge, loin des yeux de la norme n'est pourtant jamais visible ni reconnu.

Arrêtons cette emprise du capitalisme sur les corps. Visibilisons la diversité des réalités.

Nous, personnes handicapées, faisons partie de cette société, nous avons le droit de vivre dignement et d'avoir un statut. Nous faisons amplement notre part même si c'est en dehors des vieux schémas capitalistes.

Dès aujourd'hui, posons nos limites et prenons conscience de notre valeur.

Cétacéx et Louche

Nous n'avons pas pu parler ici de diversité de fonctionnement et de cerveau mais ça ne saurait tarder...

Ni à Neuchâtel, ni ailleurs : NON à la hausse des taxes d'études !

Le Conseil d'État neuchâtelois veut augmenter les taxes d'études de près de 60 % à l'université.

Nous reproduisons ici un texte du syndicat SUD Étudiant·es et Précaires.

Pour des espaces de lutte émancipateurs

Pour la droite néolibérale qui gouverne ce pays, les universités, les écoles polytechniques et les hautes écoles servent principalement à former une main-d'œuvre nécessaire pour le patronat. Concernant la recherche fondamentale, l'option privilégiée reste la sous-traitance aux finances publiques plutôt que de la faire assumer par les entreprises. Pour nous, les universités comme lieu de travail et de formation peuvent être des lieux de contestation et de pratiques d'auto-organisation. Bien qu'elles soient des hauts lieux de la reproduction sociale, nous pouvons y créer des espaces d'apprentissage qui ne se limite pas aux cours, en travaillant à dégager des éléments d'accord et de convergence pour que puissent s'exprimer nos revendications et nos volontés d'actions collectives. Nous revendiquons que chacun·e puisse y accéder, indépendamment de son statut financier ou de celui de ses parents. Le Conseil d'État propose ni plus ni moins de restreindre encore un peu plus l'accès aux études supérieures pour les pauvres et les précaires !

Contre la lame de fond qui nous frappe

Aux conséquences catastrophiques de la crise sanitaire du COVID-19 sur nos conditions d'études et de vie, s'est ajoutée l'inflation actuelle qui touche particulièrement les classes populaires et les populations précaires. Travail gratuit imposé aux stagiaires et aux étudiant·es, conditions de travail stressantes et heures supplémentaires non payées pour les assistant·es et les doctorant·es ; quelques éléments qui structurent notre lutte dans les études tertiaires à l'université.

Aujourd'hui, cette hausse des taxes n'en est pas à son premier avatar. En 2012, le réseau d'action étudiante (ResACTe) luttait contre le doublement des taxes dans les écoles polytechniques et des hausses dans plusieurs universités de Suisse. De 2016 à 2018, des luttes contre de telles hausses ont eu lieu dans tout le pays et ont été regroupées dans le réseau Action Éducation. Même si le Conseil d'État y renonçait aujourd'hui, ce ne serait que partie remise.

Aller plus loin : pour un salaire étudiant !

Environ $\frac{3}{4}$ des étudiant·es ont un travail rémunéré en parallèle de leurs études, rendant les parcours académiques plus sinueux, dans un environnement hostile où la durée d'études est limitée. Dans le cadre de nos formations, nous, étudiant·es à l'université par exemple, produisons des données, des objets et des analyses qui sont utilisées par l'institution pour se valoriser, y compris dans le cadre de mandats externes ; stages non-payés ; main-d'œuvre bon marché voire gratuite pour quelques professeur·es. Plus qu'un travail gratuit : nous payerions pour avoir le droit de le réaliser ?

Une hausse des taxes ne fera que renforcer les divisions de classe au sein des formations post-obligatoires. Le syndicat SUD Étudiant·es et Précaires se bat donc non seulement contre cette hausse de taxes, mais aussi pour la gratuité de tous les parcours de formation. Nous devons construire collectivement la perspective d'un salaire étudiant, permettant à chaque personne de réaliser son autonomie et lui permettre d'exister comme un travailleur en formation reconnu à sa digne valeur. Nous revendiquons également en ce sens une revalorisation salariale gigantesque des métiers d'apprenti·es et de stagiaires, quels que soient les domaines de formation. Nos destins sont liés, mobilisons-nous pour des conditions d'études et de vie dignes !

Nous appelons les étudiant·es de l'Université de Neuchâtel à s'organiser de manière créative et combative pour forcer le Conseil d'État à renoncer à cette attaque ignoble !

Séisme : le régime turc frappe les victimes

À nos camarades, alliés de la Révolution du Rojava, à toutes les forces antifascistes, anti-impérialistes et démocratiques

Environ trois semaines après le séisme dévastateur au Rojava, en Syrie, au Bakur (Kurdistan du Nord) et en Turquie, en plus de l'ampleur du désastre, avec près de 43'000 mort·es et des milliers de personnes supposément sous les décombres, il est évident que l'État turc, dans le sillage de la crise, est prêt à tout pour profiter politiquement du désastre, dont l'importance relève de la responsabilité du régime AKP-MHP. Le régime AKP-MHP a enterré vivant des milliers de personnes au Kurdistan du Nord et en Syrie pour accroître ses profits et doit être tenu responsable. La gestion du régime de l'après-séisme constitue la continuation du génocide du peuple kurde et nous anticipons des attaques supplémentaires contre l'auto-détermination populaire.

Abandonnés par l'État, les gens redécouvrent leur propre force, font preuve de solidarité et, de ce fait, construisent l'expérience de l'autonomie auto-administrée, qui a connu des développements profonds jusqu'à ce que les villes kurdes soient rasées par les chars turcs en 2015. Ce processus doit également être soutenu de l'extérieur. L'État fasciste turc, bien au courant de ce fait, semble utiliser la situation actuelle pour imposer des changements démographiques au Kurdistan du Nord.

Face au désastre humanitaire, nous continuons à appeler à faire des dons au Croissant-Rouge kurde. Des centaines de milliers de personnes ont été mises à la rue par le séisme, et l'approvisionnement en produits de première nécessité est limité. Les organisations humanitaires turques sont désormais des outils du régime par l'intermédiaire des banques et il est peu probable que les dons arrivent là où ils sont attendus.

Au Rojava, où les zones d'Afrin illégalement occupées par la Turquie ainsi que Sheiq Masoud à Alep, soumis au blocus syrien, sont particulièrement touchées, l'aide en provenance des régions auto-administrées est bloquée. Le contrôle de la distribution de l'aide internationale qui arrive dans les zones disputées via la Turquie repose sur des bandes islamiques de la dite Armée Nationale Syrienne (ANS) et de la HTS (Hayat Tahrir al-Cham), issue d'Al-Qaïda, qui empêchent apparemment les Kurdes de recevoir les dons.

Tant en ce qui concerne les reportages sur la Turquie que sur la situation dans les territoires occupés du Rojava/Syrie, la presse internationale déçoit largement. D'un côté de la frontière, on ne mentionne pas le fait que les victimes du tremblement de terre sont principalement des Kurdes, des Alévi·es et des Arabes, ni le fait que les habitants de la région s'engagent intensément dans la politique démocratique. De l'autre côté de la frontière, d'anciens chefs d'Al-Qaïda sont présentés comme des rebelles syriens sans autre forme de procès.

Alors que l'immense armée turque n'avait pas fait le moindre effort 24 heures après le séisme, la Turquie a mené des frappes d'artillerie sur des gens affectés par le tremblement de terre à Tel Rifaat. Des attaques de drones se succèdent au Rojava, et la guerre contre la guérilla dans les montagnes du Kurdistan du Sud (en Irak) se poursuit, malgré un cessez-le-feu unilatéral annoncé par le comité central du PKK peu après le séisme. Des armes chimiques continuent d'être utilisées.

Combien coûte un obus ?

Des efforts conséquents sont nécessaires maintenant, des abris sûrs doivent être installés, la distribution de nourriture et d'eau potable doit être organisée et des milliers de logements devront être construits. Un seul obus tiré sur nos camarades au Rojava ou dans les montagnes du Kurdistan du Sud coûte au moins 1000\$. Des centaines d'entre eux sont tirés chaque semaine. Les heures de vols de douzaines d'hélicoptères de combat, de jets et de drones engloutissent des milliards, alors que l'économie turque sinistrée devrait allouer toutes ses ressources pour aider les victimes du séisme. Les priorités du régime sont claire, encore une fois : le génocide du peuple kurde et la lutte contre la révolution au Rojava, contre toute approche de démocratisation de la Turquie, continuent alors que les populations sont écrasées, pour le profit et la guerre du régime et de l'État souterrain¹.

Mais au Rojava et au Kurdistan du Nord, la population est en train de prendre conscience de sa propre force, la conscience qu'on ne peut pas se reposer sur l'État est également en train de s'étendre dans la société turque et de saper les fondations déjà branlantes du régime AKP-MHP. C'est pourquoi le régime recourt lourdement au contrôle de l'information, par exemple en bloquant Twitter durant les heures suivant le séisme, qui a coûté des vies, les victimes utilisant la plateforme pour appeler à l'aide et partager leur localisation. Lorsque le régime perdra le contrôle du narratif, il s'effondrera.

Dans cette période où beaucoup de choses changent, montrons notre solidarité symboliquement et pratiquement dans la rue. La résistance de la guérilla dans les montagnes du Kurdistan montre que même l'armée la plus grande n'est pas invincible, le Rojava brave toutes les attaques et nous prouve qu'une alternative à l'exploitation capitaliste et à l'État-nation potentiellement fasciste est possible. Nous pouvons mettre à l'ordre du jour, où que nous soyons, les attaques du fascisme turc avec des armes chimiques illégales. Nous pouvons contrer l'ignorance concernant les attaques sur le Rojava et révéler la propagande de l'État turc et de ses maîtres impérialistes.

Un autre monde est possible au Kurdistan et partout où se trouvent des gens conscients de leur propre pouvoir qui s'organisent. La lutte contre le fascisme reste internationale, la lutte pour la liberté des peuples du Moyen Orient est légitime et ce sont des valeurs universelles qui sont défendues dans les montagnes du Kurdistan.

Nous, en tant que Campagne internationale Riseup4Rojava (se lever pour le Rojava), sommes partie intégrante de cette lutte, Nous appelons toutes les personnes qui se sentent liées à la révolution au Rojava à intensifier leurs efforts, nous appelons les antifascistes à lutter partout contre le fascisme turc. Si nous mobilisons nos forces et nous tenons coude-à-coude avec nos camarades au Kurdistan et au Moyen-Orient, nous serons capables de contribuer à la chute du régime AKP-MHP.

Les jours du fascisme sont comptés, un nouveau monde se lève à l'horizon.

Abattons le fascisme turc !

Riseup4Rojava !

Campagne RiseUp4Rojava

23 février 2023

Traduit et très légèrement adapté par la FLM

¹ Ou État profond, en turc *derin devlet*, du nom d'une puissante structure clandestine vouée à la contre-guérilla contre la menace socialiste ou islamiste et à l'origine du coup d'État de 1980.

L'OTAN, la Suède et la Turquie

Suite à l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, la Finlande et la Suède ont déposé leur candidature pour rejoindre l'OTAN. Mais cela ne plaît pas à tout le monde. L'État turc a en effet commencé par s'opposer à ces candidatures, notamment à celle de la Suède jugée trop complaisante vis-à-vis du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, actif en Turquie et en Irak) et des YPG (Unités de protection du peuple, une des organisations armées qui défendent la révolution au Rojava et font face à l'invasion turque après avoir repoussé Daech). Les autorités suédoises ont largement cédé. La monarchie scandinave, gouvernée par une coalition de droite soutenue par l'extrême-droite nationaliste et anti-immigration, a repris les éléments de langage du régime d'Erdogan, qualifiant le PKK et l'auto-

administration de Syrie du Nord de terroristes. Mais un mouvement de solidarité s'est fait sentir en Suède, opposé à l'OTAN et surtout opposé à l'abandon du mouvement de libération kurde, à la livraison d'armes à la Turquie et à l'extradition de militant·es vers ce pays.

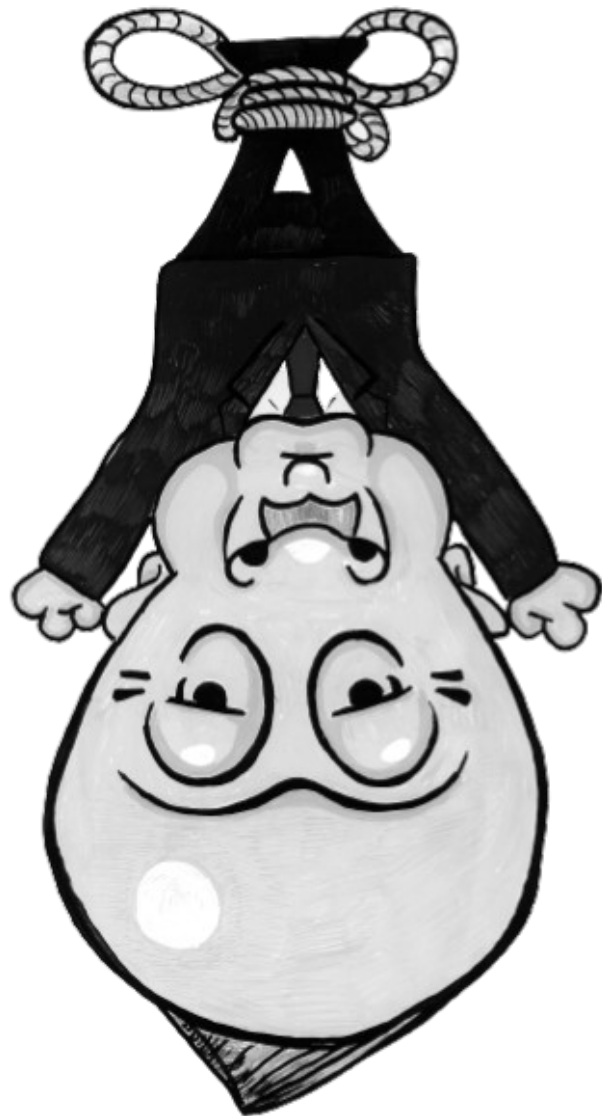
Cela n'a pas plu à Erdogan. Notamment quand un mannequin à son effigie a été pendu par les pieds, comme l'a été Mussolini en son temps. La diplomatie turque a fait entendre sa rage et a exigé une répression féroce. Espérons que ces efforts empêchent de renforcer l'État turc sur la scène internationale et de réprimer encore plus les camarades au Kurdistan, qui font face aux attaques incessantes de l'armée turque, même en pleine crise humanitaire causée par un séisme dévastateur.

Et en Suisse ?

La rage de l'État turc contre la pendaison d'un mannequin rappelle le procès de camarades de Berne, suite à une manifestation durant laquelle une banderole appelant à tuer Erdogan avec ses propres armes avait été déployée. Résultat : acquittement complet. Même les médias bourgeois s'étaient indignés des pressions turques.

Mais cette indignation de façade n'empêche pas les capitalistes suisses de faire du business avec les forces réactionnaires en Turquie. Credit Suisse et UBS (qui financent notamment les fabricants d'armes General Dynamics, Boeing, Lockheed Martin), Lockheed Martin (qui a une usine en Suisse), Rheinmetal (encore des armes), Protectas et d'autres entreprises collaborent directement avec les autorités et l'armée turques.

Comme souvent, la guerre commence ici.



Que crève l'UDC

L'UDC, « Union Démocratique du Centre » en français mais parti du peuple suisse en allemand, est un parti d'extrême-droite. Elle a été fondée en 1971, fusion du Parti des paysans, artisans et indépendants (conservateur) avec les restes de partis cantonaux « démocratiques ». Défenseur des petits-bourgeois et intégré dans le monde paysan, le « nouveau » parti a voulu marquer une ouverture vers le centre. Mais dès le milieu des années 1970, la section zurichoise s'est opposée à la ligne nationale (dominée par la section bernoise), et a notamment récupéré les débris des partisans de Schwarzenbach – qui avait lancé une initiative violemment xénophobe, nationaliste et raciste pour expulser des centaines de milliers d'étrangers et étrangères de Suisse. Depuis, l'UDC se tient à une ligne ouvertement xénophobe et souvent raciste. Elle défend également une politique dite « sécuritaire ». La ligne zurichoise a largement balayé les petits îlots centristes et la frange agrarienne du parti, et les oppositions internes portent surtout sur le discours et la forme des interventions du parti plutôt que sur son fond nationaliste, xénophobe et de plus en plus néo-libéral.

Des idées intolérables

Loin d'être centriste, l'UDC est profondément ancrée à l'extrême-droite, et penche de plus en plus vers des positions réactionnaires et fascistes.

Ce parti s'oppose fermement à toute mesure écologique. Son climato-négationnisme est souvent assumé ouvertement.

L'UDC s'oppose au droit à l'avortement. Elle a lancé deux initiatives fédérales en ce sens – et paie des gens pour récolter des signatures en faisant croire qu'elles renforceraient l'accès à l'avortement.

Depuis le début de l'année 2022, la formation d'extrême-droite mène une énième campagne xénophobe. Cette fois-ci, le racisme n'est même plus voilé. En plus de vouloir restreindre l'immigration, l'UDC s'attaque au droit d'asile. L'idée de camps de concentration en Afrique pour parquer les requérant·es d'asile est ouvertement évoquée.

Les liens entre l'UDC et les groupuscules néo-nazis, notamment la Junge Tat (qui fait l'objet d'une attitude honteusement complaisante de la part de la plupart des médias bourgeois) sont de plus en plus forts et visibles.

L'UDC soutient les attaques transphobes de l'extrême-droite fasciste, tout comme elle s'est récemment opposé au mariage homosexuel. Son nouvel élément de langage, après l'islamo-gauchisme : le wokisme. Ce même terme qui sert à la droite étasunienne dans ses menées transphobes, homophobes et racistes.

Profondément pro-patronale, transphobe, homophobe, sexiste, anti-avortement, nationaliste, militariste, islamophobe, anti-yéliche, anti-rom, raciste, l'UDC doit être éliminée. Pas débattue, pas minorisée. Éliminée.

Éjecter l'UDC des parlements ?

Les élections fédérales approchent. Il faudra évidemment tout faire pour faire reculer l'UDC dans les urnes. Mais ça ne suffira pas. Alors qu'il y a une vingtaine d'années l'accession de Christoph Blocher au Conseil fédéral provoquait l'émoi, l'extrême-droite suisse est aujourd'hui totalement normalisée. Voter contre l'UDC ne suffira pas. Les partis de droite, PLR en tête, ne réchignent pas à s'allier à ce parti sexiste et raciste. Les médias bourgeois relaient son discours sans contestation. Même les liens avec les néo-nazis ne font plus réagir l'*establishment*. D'ailleurs, la Junge Tat elle-même réussit son opération séduction, et ses militant·es osent se montrer à visage découvert.

À l'occasion d'une manifestation contre l'UDC le 18 mars, de nombreuses figures politiques libérales ont préféré défendre l'UDC et faire remarquer que non, contrairement au slogan de la manifestation, tout le monde ne détestait pas l'UDC. La police a gazé et blessé des manifestant·es.

Les urnes ne suffiront pas à abattre l'extrême-droite. Tout est bon contre la bête immonde.

UDC, parti du capital, anti-féministe, du suprémacisme blanc, anti-paysannerie, liens avec l'extrême-droite néofasciste : dossier en cinq volets à retrouver sur reverse.co

1^{ER} MAI
POUR UNE MANIF DÉTÈR :
LE BLACK BLOC(LE)

14 JUIN : GRÈVE FÉMINISTE – 27 OCTOBRE : GRÈVE POUR L'AVENIR

Dans ce numéro

1^{er} Mai

Assumer, renforcer, construire les grèves

L'arnaque du partenariat social

Une vieille idée : le sabotage

Sur le front de l'écologie

Aux camarades qui veulent se faire élire

Des riches qui s'enrichissent, des pauvres qui s'appauvrissent

Feu aux prisons

L'État italien assassine Alfredo Cospito

Stop Dublin Croatie

Alles wird besetzt

Expulsion d'un squat à Zurich : la résistance continue

Capitalisme et corps

Une perspective anti-validiste

Non à la hausse des taxes d'études

Séisme : le régime turc frappe les victimes

L'OTAN, la Suède et la Turquie

Et la Suisse dans tout ça

Que crève l'UDC

Et plus encore

N'hésitez pas à diffuser et reproduire cette feuille.
Ce numéro et les précédents sont disponibles en version électronique sur demande.



Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)

Rue Jacob-Brandt 80, 2300 La Chaux-de-Fonds

Facebook : Fédération Libertaire des Montagnes – Instagram : flm.montagnes

Twitter : flm_montagnes

flm@espacenoir.ch

Pour nous soutenir :

CCP 12-419903-8

IBAN : CH38 0900 0000 1241 9903 8

Tous les derniers mercredis du mois, écriture de lettres
à des prisonnières et prisonniers politiques,
à la bibliothèque éco-féministe de la Bise, rue Basse 44, Bienne